

## **CHAPITRE 2**

### **LA PROSPECTIVE**

Nous disposons désormais avec l'état des lieux ci-dessus du socle sur lequel asseoir notre réflexion prospective ; certes, tout n'est pas acquis, on a vu toutes les difficultés rencontrées pour réunir une information éparse, pas toujours de très bonne qualité, souvent peu fiable, et il ne faut pas sous-estimer la difficulté de l'exercice : mais, après tout, beaucoup d'exercices prospectifs sont menés, avec succès, et pourtant peu d'atouts en main : le seul garde-fou dont on dispose dans ce domaine, c'est la capacité de croiser, de recouper les données, et elles sont tout de même assez nombreuses dans le domaine qui nous occupe.

Il nous faut encore maintenant rassembler un certain nombre d'éléments touristiques ou qui font partie de l'environnement des pratiques touristiques, car celles-ci ne s'exercent pas, en vase clos, à l'intérieur d'une bulle déconnectée du monde extérieur ; il y a interaction permanente entre les pratiques touristiques et le reste de la vie économique et sociale, le reste de la vie des individus ; on pourrait même dire, dans certains cas, et en caricaturant à l'extrême, que ces pratiques touristiques ne sont que le fruit du reste !

Pour l'heure, et avant d'examiner ces éléments, nous avons souhaité fournir un premier cadrage à notre exercice prospectif en présentant les principaux résultats de l'enquête par questionnaires réalisée par le BIPE <sup>1</sup>.

#### **1. Le test prospectif du BIPE**

Le BIPE a envoyé un questionnaire d'environ 90 questions à une trentaine d'experts internationaux reconnus. Le fait qu'ils soient reconnus ne fournit nullement la garantie qu'ils ne commettent pas d'erreurs, mais procure un panorama général et assez homogène sur la façon dont ces experts considèrent l'évolution du tourisme dans les prochaines années. A nous ensuite d'en tirer parti pour une analyse plus ciblée pays par pays ou par grandes zones aux évolutions voisines.

---

*(1) Bureau d'Information et de Prévision Economique.*

Le BIPE distingue ainsi ce qui relève :

- des probabilités fortes (>2), soit 25 tendances lourdes presque certaines
- des probabilités moyennes (entre 1 et 2), soit 52 incertitudes
- des probabilités faibles (<1), soit 13 risques de ruptures

❖ *Des probabilités fortes*

- *Les opportunités offertes par le vieillissement européen*, notamment en matière d'élargissement de la clientèle disposant de temps libre, en matière de tourisme de santé et de remise en forme.
- *Une flexibilité et une désynchronisation des temps de loisirs*, due à une extension du travail féminin, qui peut compliquer la préparation des séjours.
- *Un desserrement de la contrainte budgétaire*, sans qu'on puisse vraiment parler de retour à la croissance économique.
- *La dynamique européenne*, qui pousse au démantèlement des frontières et à l'uniformisation des comportements.
- *Une montée des exigences des consommateurs*, qui revendique le respect des engagements de la part du prestataire de services touristiques, le refus de la non-qualité, un développement du sur-mesure, mais aussi du *zapping*.
- *Corrélativement, une progression qualitative de l'offre*.
- *Une montée du volume des séjours*, par la multiplication des séjours et la croissance des taux de départ.
- *L'attrance pour le voyage lointain dépaysant*.
- *L'évolution du type de vacances* : la primauté de la mer et du soleil n'est pas remise en cause, mais "le tourisme hors sol" <sup>1</sup> se développe.

❖ *Des probabilités moyennes*

- *Une croissance lente*, et plutôt favorable, financièrement, aux seniors
- *Une généralisation de la baisse du temps de travail* au niveau européen

---

(1) C'est le produit touristique créé artificiellement de toutes pièces indépendamment de son environnement naturel ou climatique : center-park, parcs de loisirs, etc (cf. le rapport "Réinventer les vacances" dans lequel le concept est développé.

- *La recherche de l'authenticité* dans les produits touristiques : cet aspect aurait fait probablement l'unanimité des experts il y a quelque temps, il n'est plus que probable.
- *L'obsession de la sécurité.*
- *La place déterminante prise par les préoccupations environnementales dans le choix des séjours* : autre certitude qui ne devient plus que probable ?
- *La poursuite du système "sea, sex and sun"*, que l'on disait révolu au profit du "tourisme actif"
- *La conception des vacances avant tout consacrées à la famille et aux amis.*
- *L'activité pratiquée* importe davantage que la destination, les loisirs proposés devenant le cœur du produit touristique. Cette probabilité paraît un peu contradictoire avec la pérennité du "sea, sex and sun"
- *Développement du tourisme de masse*, mais on n'aime plus les grandes concentrations humaines ; on préfère le logement chez l'habitant.
- *L'expansion du transport aérien*, du fait de la baisse des coûts.
- *Les grandes villes* sont devenues les premières destinations des touristes européens, tandis que les longs week-ends seraient plutôt dédiés à la campagne.

❖ *Des probabilités faibles*

- *Un nouveau baby-boum.*
- *Une nouvelle croissance économique* : revenu par tête en augmentation de 4 % par an ; le prix n'est plus un critère décisif.
- *Primauté de la jeunesse*, financièrement plus favorisée.
- *Implosion de la nouvelle Europe* à l'occasion de son élargissement.
- *Déclin des destinations majeures "mer et soleil"* (trop dangereuses : cancer de la peau, marées noires, ...)
- *L'habitude de retourner au même endroit plutôt que de découvrir de nouvelles destinations* ; tendance tirée par le vieillissement de la population qui aime retrouver ses habitudes.
- *Succès de l'autocarisme.*
- *Abolition des différences culturelles en Europe.*

Cette palette de possibilités offertes par les évolutions des pratiques pressenties par les experts conduit le BIPE à situer la place de la France dans ce contexte. Nous en reproduisons ici les grandes lignes, sans préjuger de notre avis définitif sur la question, que nous aurons l'occasion de développer plus loin. Ces conclusions sont, à notre sens, intéressantes, et méritent d'être approfondies.

❖ *Les conclusions prospectives du BIPE*

La destination "France" pour nos voisins est une "destination faite de mieux", une sorte de pis-aller lorsqu'on ne peut pas voyager plus loin : "s'y rendre, c'est certes mieux que de rester au pays, mais c'est tout de même moins "classe" que de voyager au long cours".

La France aurait sa carte à jouer si les courts séjours continuaient d'augmenter. Ce serait alors une sorte de "*luxe raisonnable*" que l'on peut se permettre quand la croissance n'est pas au rendez-vous, et que par conséquent les revenus ne suivent pas. Mais nos voisins risqueraient de se détourner de la France si les destinations lointaines parvenaient à être moins chères, comme nous l'évoquions à la fin du chapitre précédent. Le tableau ci-après, tiré du travail du BIPE, illustre cette concurrence entre la France et les autres destinations, et les motifs de choix en faveur de l'un ou l'autre.

<b>Spécificités de l'exotropisme par rapport au francotropisme</b>	<b>Spécificités du francotropisme par rapport à l'exotropisme</b>
Croissance forte (+4 % par an) Pas de frein à la dépense Baisse des prix du transport aérien Loisir : premier poste du budget des ménages Distribution des revenus favorables aux jeunes Iles exotiques Développement de la dimension loisir dans les transports Recours aux « pros » du loisir Financement par le crédit Les loisirs professionnels : cœur du produit touristique	Obsession de la sécurité Fractionnement des séjours → prime à la proximité Place centrale de l'automobile dans les modes de transport Transport aérien bridé par les contraintes environnementales Croissance économique lente (+ 1 % par an) Destination privilégiée : Méditerranée Prix : critère n°1 dans le choix du séjour Essor des courts séjours Vacances centrées sur les parents et amis Faible consommation de services professionnels

Source : BIPE

Le BIPE en déduit les cartes maîtresses du pays, et, a contrario, ce qu'il appelle "les peurs bleues" ou risques que la France se doit de conjurer. Nous avons repris ci-après intégralement le travail du BIPE, dont les explications se suffisent à elles-mêmes, sans qu'il soit besoin d'en faire l'exégèse.

❖ *Des cartes maîtresses à jouer*

Ce sont les tendances croisant une probabilité forte et un impact positif ; elles permettent de cerner les facteurs-clés de succès avec des intensités variables ; comme elles peuvent découler aussi bien d'une orientation globalement favorable du tourisme que des atouts spécifiques du tourisme français, on a, dans le commentaire, isolé ce qui, à notre sens, concernait principalement le francotropisme :

**les majeures**

- La hausse du taux de départ et plus encore le fractionnement des séjours

devraient favoriser le francotropisme, mais il faudra tenir compte du fait que le séjour en France pourrait n'être plus au cours de l'année que le 2<sup>ème</sup> ou le 3<sup>ème</sup> séjour.

- Comme la majorité des Francotropes sont des récidivistes, des « revenants » (des "repeaters" pour employer une terminologie plus parlante et moins macabre que celle de "revenant"), ceci pourra les inciter aussi bien à se débrouiller seuls, à retourner au même endroit plutôt qu'à pousser l'offre à évoluer davantage.
- En dépit de la proximité, des habitudes de pratique de la France et des convergences européennes, la « French Touch » serait suffisante pour donner la sensation d'un certain exotisme, de rompre avec le quotidien et de vivre à l'étranger.
- La diversité des offres autorise à ratisser large et à ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, même si elle rend plus difficile le marketing de la France et incite à décliner par produit et par destination.
- L'accès facile et économique par l'automobile constitue un avantage réel, peut être plus encore pour les familles.
- Le succès attendu du tourisme culturel (lié à la hausse du niveau d'éducation des nouvelles générations<sup>1)</sup>) devrait profiter tout particulièrement à la France, notamment avec le développement du tourisme dans les grandes villes historiques.

### **Les mineures**

- Le positionnement géographique de la France « au cœur de l'Europe », entre le Nord et le Sud lui confère un avantage réel, même s'il développe une clientèle de transit qui gonfle les chiffres des touristes et moins les dépenses.
- Le fait que le prix demeure le critère n°1 pour le choix du séjour aurait pu être jugé mauvais pour la France ; s'il en est autrement, il faut en chercher les raisons du côté des transports (grâce à la proximité, au recours à l'automobile et à la baisse attendue du coût du transport aérien) et des

---

*(1) NdR : notre sentiment est que la hausse du tourisme culturel due à une élévation du niveau de formation et d'éducation risque bien de ne pas se produire parce que l'on ne s'aperçoit pas que notre conception de la culture n'a plus rien à voir avec ce que les jeunes générations mettent sous le terme de culture, d'où, à notre avis, de grosses déceptions en perspective...*

hébergements (vogue du logement chez l'habitant), plus que du côté des activités (puisqu'on anticipe un recours accru aux services des « pros » du loisir).

- La France bénéficiera de la tendance à varier les pratiques, à sortir des sentiers battus, à accorder moins d'importance à des facteurs strictement naturels (climat, mer), surtout si elle parvient à cultiver l'authenticité et à tenir compte de la demande de plus de personnalisation (pratiques individuelles, sur-mesure).

❖ *Les peurs bleues à conjurer*

Ce sont les tendances croisant une probabilité forte et un impact négatif mettant ainsi en évidence les risques majeurs menaçant le francotourisme.

**Les majeures**

- Les Nordistes tendent de plus en plus à survoler la France pour aller vers le vrai Sud, ou bien ils ne font que traverser notre pays. Les pays du bassin méditerranéen proposent la mer chaude au meilleur rapport qualité/prix : comme le démontrent les succès de l'Espagne auprès des clientèles britanniques et allemandes.
- Le voyage à l'étranger est vendu à prix cassés par des pays à bas salaires, ce qui défavorise la destination France sur les créneaux du soleil et de l'exotisme.

**Les mineures**

- La proximité apparaît comme un inconvénient auprès d'Européens qui continuent à assimiler vacances au long cours, exotisme et croisière. La France ne dépayse plus assez, maintenant qu'on peut aller à des prix abordables aux quatre coins de la planète. C'est d'autant plus vrai que notre pays apparaît malgré sa proximité comme une destination chère.
- Les aléas climatiques en matière d'enneigement pénalisent la France comme les autres pays alpins, même si ses stations de haute altitude protègent la clientèle sportive.
- Malgré un certain rapprochement des attitudes et une plus grande curiosité pour les produits étrangers « made in ailleurs », il demeure difficile de faire coexister les différentes clientèles européennes.

- La prise de contrôle du monde du voyage par les pays du Nord (Preussag-TUI) ne favorisera pas le francotropisme.

Les thèses du BIPE, ou celles qu'il tire des dires des experts, comme on voudra, sont, il faut le reconnaître, intéressantes, et peuvent légitimement emporter la conviction. Elles nous paraissent néanmoins présenter deux inconvénients majeurs :

- *Elles sont globalisantes* : alors même que le BIPE est à l'évidence convaincu des nombreuses différences de pratiques touristiques qui affectent les Européens du Sud et les Européens du Nord, ces différences sont ici largement gommées ; pour notre part, non seulement nous comptons bien nous servir de ces différences pour promouvoir une approche marketing "France", mais nous pensons qu'entre Européens du Nord, mais aussi probablement entre Européens du Sud, d'importantes disparités subsistent, dont il faut essayer de tirer parti.
- *Les deux principales variables sur lesquelles repose l'ensemble de la démonstration sont essentiellement l'évolution des prix du séjour – ou ce qui, au fond, revient au même, l'évolution des revenus des touristes – et l'expansion des courts séjours.* Ces deux facteurs sont à l'évidence extrêmement importants, il serait absurde de le nier, mais bien d'autres facteurs entrent en ligne de compte : démographie, évolution des retraites, attitude face au travail, aux loisirs, à la famille, image de la France, etc.

Qu'on ne s'y trompe pas, d'ailleurs : le BIPE a largement milité pour la reconnaissance de l'importance de ces facteurs, sur certains desquels — la démographie, par ex — il s'est longuement appesanti, au travers de sa théorie générationnelle, notamment. Si l'on ne peut faire grief au Bipe de ne pas s'être suffisamment étendu sur l'ensemble de ces facteurs, ce rapport a bien pour but d'y revenir maintenant plus en détail, pour affiner la prospective qu'il a largement contribué à amorcer.

## **2. La démarche prospective choisie**

La démarche prospective que nous avons retenue s'articule autour de deux axes :

- L'analyse d'un certain nombre de déterminants dont l'évolution commande, à un titre ou à un autre, les pratiques touristiques futures des six pays européens étudiés ;

- L'analyse structurelle, méthode classiquement utilisée en prospective, pour découvrir les interrelations qui peuvent s'établir entre les déterminants eux-mêmes<sup>1</sup> ; Compte tenu du nombre de pays retenus, et de la connaissance relative que nous avons de certains déterminants dans certains pays, l'analyse structurelle a été menée de façon légère et rapide, en se limitant au strict minimum quant aux déterminants à étudier.

C'est à partir de ces deux axes que nous tenterons d'esquisser les perspectives offertes sur certains marchés pressentis, ou non, comme porteurs : tourisme des jeunes, balnéaire, golf, bien-être, culture, etc. Reconnaissons qu'il ne peut s'agir que d'esquisses, et qu'il faudrait des études prospectives beaucoup plus poussées, qui ne peuvent trouver leur place ici, pour affiner les résultats. On entamera ici la démarche par l'analyse démographique qui constituait dans l'étude du Bipe un axe fort de la réflexion.

### **2.1. La prospective démographique**

Il faut rappeler que l'analyse démographique constitue, en soi, un outil utile de la prospective, quel que soit le secteur étudié, dans la mesure où, à un horizon relativement proche, elle est peu sujette à rupture brutale ; en outre, la plupart des individus étudiés à notre horizon 2010 sont déjà nés, il est donc facile de construire une pyramide des âges proche de la réalité. La prospective démographique sert, bien sûr, à identifier un volume de clientèle potentiel. Elle est également utile pour repérer les points de friction, les difficultés économiques et sociales qui peuvent se poser à un pays – on pense bien sûr au problème de financement des retraites sur lequel on reviendra plus loin - mais également au problème de l'emploi.

Enfin elle est utile pour déterminer l'évolution du nombre de personnes appartenant aux différentes tranches d'âge, et dont les pratiques touristiques sont différenciées.

---

*(1) Plus concrètement, il s'agit de préciser si l'évolution du déterminant X peut avoir une influence sur le déterminant Y ; de la même manière, on examine si l'évolution du déterminant Y peut avoir une influence sur le déterminant X ; chaque influence est affecté d'un coefficient, par ex : 1=influence positive réelle, mais faible ; 2= influence positive forte ; 0 = pas d'influence ; - 1 = influence négative faible, etc. L'intérêt de la méthode est double : elle permet de repérer les déterminants les plus prégnants, positivement ou négativement ; elle permet aussi de n'oublier aucune interaction possible entre les déterminants.*

La démographie demeure un élément-clé de la vigueur d'une société. Dans le rapport "Démographie et économie" du Conseil d'Analyse Economique<sup>1</sup>, Michel Godet rappelle ces terribles paroles d'Alfred Sauvy en 1987 : "Le vieillissement a touché plusieurs populations dans l'histoire : la Grèce, Rome, Venise en sont les exemples les plus fameux. A chaque fois, ce fut la mort de la société en question".

On a inventé depuis des remèdes à cette torpeur démographique, ils ont noms politiques familiales et immigration. La première, souvent faite de subventions aux familles, d'équipements collectifs (crèches,...) tend à se réduire pour deux raisons : une possible montée des individualismes qui poussent les parents à avoir moins d'enfants, une réduction relative des budgets consacrés aux familles. La France, qui conserve une fécondité proche du renouvellement des générations n'est pas la plus mal lotie. La seconde, l'immigration, est d'un maniement difficile. Si l'on juge par les réactions populistes anti-immigratoires qui se sont manifestées dans plusieurs pays ces dernières années, elle commence à susciter des réactions de rejet de la part des populations. Les accords de Schengen, difficiles à faire respecter, ont surtout laissé rentrer dans les pays riches une main d'œuvre précaire, taillable et corvéable à merci, et qui vit souvent aux franges de la légalité.

Pour éclairer ce sujet de la démographie, nous avons fait appel, en plus des travaux du BIPE, à ceux réalisés par le Conseil de l'Europe en 2000, complétés par ceux du CEPII<sup>2</sup> en 2002. Ces travaux sont reconnus comme solides, mais comportent une part notable d'impondérable : l'évolution des mouvements migratoires, qui relèvent pour partie des politiques publiques de chaque Etat ; on peut néanmoins parier que certains pays connaîtraient d'ores et déjà une population déclinante sans un fort d'immigration voulue ou acceptée : les spécialistes du CEPII notent ainsi, par exemple, *qu'une immigration trois fois plus importante que celle envisagée actuellement en Italie ne permettrait pas de freiner sensiblement la dégradation du rapport démographique*. Resterait en outre, évidemment, à savoir si ces immigrants joueraient un rôle touristique majeur ; on note surtout qu'il s'agit d'une main d'œuvre peu formée<sup>3</sup> ; on peut néanmoins faire l'hypothèse qu'une fois intégrés, ils peuvent éventuellement

---

(1) Michel Aglietta, Didier Blanchet et François Héran, *La documentation Française*.

(2) Centre d'études prospectives et d'informations internationales, *dépendant du Commissariat général du Plan*.

(3) On notera à ce propos l'échec de l'Allemagne qui voulut, un temps, recruter 250.000 informaticiens venus d'Orient.

constituer un contingent non négligeable de "touristes" en séjour chez des parents ou amis, en retournant périodiquement dans leur pays d'origine.

Il faut d'abord souligner - les démographes sont d'accord sur ce point - que le *baby-boom* du début de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle est un événement exceptionnel dans l'histoire démographique, et que le "déclin" que nous sommes en train de connaître pourrait être un simple retour à la normale ; ils sont plus partagés quant au rôle que serait susceptible de jouer l'immigration dans l'enrayement de ce déclin.

Quoi qu'il en soit, et pour rester dans les grandes masses d'évolution de la population, le tableau ci après fournit quelques précieuses indications :

Population en millions	D	GB	B	NL	I	E
1970	78,3	55,5	9,7	12,4	53,7	33,5
1980	78,2	56,3	9,8	14,1	56,4	37,4
1990	79,1	57,5	9,9	14,9	56,7	38,8
2000	82,2	59,6	10,2	15,9	57,7	39,4
2010	80,5	60,1	10,5	16,3	56,2	38,4
2020	78,3	60,7	10,7	16,5	53,9	36,6

Source : Eurostat

- Première constatation : *il n'y a globalement pas décroissance de la population européenne* (limitée aux six pays étudiés dans ce rapport) d'ici 2010, mais plutôt *stabilisation à partir de 2000, à quelques exceptions près*, sur lesquelles on va revenir ci-après. Certains pays connaissent même un essor démographique notable, qu'il sera peut-être difficile de maîtriser s'il repose essentiellement sur l'immigration alors même que ces pays connaissent déjà une densité de population à la limite du supportable : on pense notamment aux Pays-Bas <sup>1</sup>, à la Belgique, à la Grande-Bretagne <sup>2</sup>. Cet essor pourrait, selon les spécialistes s'accompagner d'une accélération du mouvement de *rurbanisation* déjà engagé depuis plusieurs années. Cette

---

(1) *L'écho des idées du leader populiste batave Pym Fortuyn dans la population, tant avant qu'après son assassinat, illustre l'inquiétude des Néerlandais face à l'immigration.*

(2) *Notons cependant que les premières prévisions faites en 2001 annonçaient une modération de la croissance démographique dans ce pays.*

accroissement de la population et de la densité pourrait favoriser les voyages à l'étranger, vers des pays où l'on se sent "moins à l'étroit"...

- Deuxième constatation, et non des moindres : *plusieurs pays connaîtraient à plus ou moins long terme une baisse de la population* : c'est le cas de *l'Allemagne, de l'Italie, et de l'Espagne* ; le mouvement semble s'amplifier à partir de 2010 pour tous ces pays.
- Troisième constatation des spécialistes : l'affaiblissement de la fécondité que connaît l'Europe, accentuant le vieillissement de la population, est semble-t-il durable ; mais un renversement radical de tendance, assurant finalement un renouvellement des générations, n'aurait en fin de compte qu'un impact limité, et *ses effets ne se feraient pas sentir avant 2030*.

Il serait évidemment imprudent de conclure de ces évolutions qu'il nous faut simplement accentuer notre effort de promotion touristique en faveur des pays dont la population augmente, et le relâcher vers ceux qui ont le malheur d'en perdre ! Mais il faut en tenir compte pour mieux cibler nos actions.

Deuxième volet de la prospective démographique : l'évolution de la population par tranches d'âge : le BIPE a ainsi défini six tranches d'âge (dont seules les cinq premières sont véritablement significatives, touristiquement parlant) correspondant à des cycles de vie aux pratiques touristiques spécifiques :

<b>Enfance</b> (0 à 14 ans)	Vacances familiales avec les parents ou en collectivité ; priorité à la mer, territoire de tous les jeux ; l'enfant est aussi dépendant de ses parents que ceux-ci le sont de lui ; mais un rôle prescripteur des enfants à ne pas négliger.
<b>Jeunesse</b> (15 à 29 ans)	Vacances d'aventure et de découverte, souvent en groupe ; le jeune voyage sans ses parents mais reste financièrement assez dépendant d'eux (sauf petits boulots d'été pour financer les vacances) et plus longtemps qu'autrefois du fait de l'allongement de la durée des études.
<b>Nidification</b> (30-44 ans)	C'est la période de construction et de "mûrissement" du foyer ; les dépenses de vacances sont souvent contraintes, au début de cette phase, par la nécessité d'équiper son logement ; de la même manière, les temps de vacances sont souvent déterminés par la présence des enfants, les vacances scolaires, et parfois la difficulté d'harmoniser les congés des conjoints ; sauf aide de la famille, les départs en couple en court séjour sont malaisés. Beaucoup de vacances dans la résidence secondaire des parents ou des amis, par souci d'économie, entre autres.
<b>Maturité</b> (45-59 ans)	Les enfants sont "grands", les adultes y gagnent, autant que les enfants, en autonomie pour organiser seuls leurs vacances, alors que, dans le même temps, leurs revenus sont à leur apogée : davantage de départs à l'étranger, de voyages culturels, moins de séjours à la mer, plus de diversité dans les destinations et le choix des séjours. On s'achète éventuellement une résidence secondaire.
<b>Retraite active</b> (60-74 ans)	Un cocktail de vacances de proximité (chez des amis, en famille, en résidence secondaire), de courts séjours, et de voyages généralement organisés par des professionnels.
<b>Veillesse</b> (75 ans et +)	Selon le BIPE, les vacances de la dernière chance ("et si c'était la dernière fois ?") qui relèvent en quasi-totalité de la sphère non marchande : resserrement sur la "bulle familiale".

Cette typologie ne vaut évidemment que pour une construction classique de la famille au cours du temps, et ne tient précisément pas compte des différences culturelles ; elle appelle nécessairement des modifications pour des célibataires, beaucoup plus libres d'organiser leur temps de vacances ; elle peut également varier, comme on le verra, lorsque la vie familiale perd de son homogénéité, soit parce que les enfants deviennent plus libres plus tôt, soit parce que la

famille éclate et se recompose. Elle suppose aussi peut-être quelques corrections pour certains pays du sud de l'Europe, chez qui la place des enfants est particulière.

Sur la base de cette typologie, il est aujourd'hui possible d'examiner comment devrait évoluer chaque classe d'âge à partir des projections démographiques. Il faut seulement conserver à l'esprit qu'il s'agit d'évolution en pourcentage, portant tantôt sur des pays à la population déclinante, tantôt sur des populations en croissance.

		Enfance 0-14 ans	Jeunesse 15-29	Nidification 30-44	Maturité 45-59	Retraite active 60-74	Vieillesse 75 et +
D ↓	1991-2000 (%)	- 1%	-19%	+19%	- 1%	+ 22%	+ 2%
	2000 (en % de la population)	15,6%	17,3%	25,0%	19,2%	22,0%	6,9%
	2000-2010 (%)	- 18%	+1%	-17%	+ 19%	+ 5%	+ 18%
G B ↗	1991-2000 (%)	+ 5%	- 8%	+ 15%	+ 17%	- 2%	+ 11%
	2000 (en % de la population)	19%	19,1%	22,9%	18,5%	13%	7,4%
	2000-2010 (%)	- 6%	+ 4%	- 8%	+ 13%	+18%	+ 7%
B ↗	1991-2000 (%)	0%	- 10%	+ 4%	+ 12%	+ 7%	+ 11%
	2000 (en % de la population)	17,7%	19,1%	22,9%	18,5%	14,7%	7,2%
	2000-2010 (%)	- 5%	- 1%	- 11%	+ 16%	+ 1%	+ 21%
N L ↗	1991-2000 (%)	+ 7%	- 15%	+ 6%	+ 26%	+7%	+ 16%
	2000 (en % de la population)	18,5%	19,3%	24,2%	19,8%	12,1%	6,1%
	2000-2010 (%)	-1%	0%	- 8%	+ 13%	+ 27%	+ 14%
I ↓	1991-2000 (%)	- 8%	-16%	+ 11%	+ 5%	+ 13%	+ 7,8%
	2000 (en % de la population)	14,4%	19,6%	23%	19,1%	16,1%	7,8%
	2000-2010 (%)	- 1%	- 22%	- 1%	+ 19,1%	+ 16,1%	+28%
E ↓	1991-2000 (%)	- 21%	- 6%	+ 16%	+ 7%	+ 8%	+ 27%
	2000 (en % de la population)	15,1%	23%	22,9%	17,4%	14,5%	7,1%
	2000-2010 (%)	0%	- 27%	+ 8%	+ 18%	+ 1%	+ 28%

Source : BIPE

(1) Tendence générale d'évolution de la population.

Quelles conclusions tirer de l'analyse de ces tableaux ?

- *La jeunesse n'a pas d'avenir !* Sauf en Grande-Bretagne, la part de la jeunesse qui commence à découvrir les voyages sans leurs parents est **en forte régression**, alors qu'elle ne constitue déjà plus que le cinquième de la population.
- *Place à la maturité !* Dans tous les pays à population croissante, les plus fortes progressions sont enregistrées dans *la tranche de 45-59 ans, qui correspond assez bien, avec 10 ans de décalage, aux cibles de clientèles qu'attirent la France, pour peu que celle-ci s'adapte à une clientèle moins familiale, et probablement plus exigeante sur le plan de la qualité* (cf. dans l'état des lieux, le tableau de la répartition actuelle de la clientèle française par tranche d'âge, qui montrait une forte proportion d'amateurs de la France parmi les 35-45 ans). En d'autres termes, **nous devons être capables de suivre notre clientèle tout au long de sa vie, mais en choisissant les bons segments.**
- *Les promesses – tenues, non tenues ? - de la retraite active :* au-delà de 60 ans, les évolutions de la population sont extrêmement divergentes suivant les pays, sans qu'on puisse les raccrocher à une tendance ascendante ou descendante de l'ensemble de la population. Elles paraissent extrêmement prometteuses dans des pays comme la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, voire l'Italie, beaucoup moins dans les autres (à l'exception de l'Allemagne, où cette tranche d'âge représente déjà près du quart de la population). L'avenir du système de retraite, dont le fonctionnement actuel est jugé insatisfaisant dans presque tous les pays, risque de bouleverser la donne. On y reviendra plus loin.

De cette première analyse, partant de l'évolution démographique de nos clientèles, il semble que nous puissions tirer les premières conclusions suivantes :

- *en termes de tranches d'âge, la France est d'ores et déjà aujourd'hui sur les bons segments.* Au surplus, il semble bien, comme le suggérait déjà implicitement le BIPE dans son étude, que les valeurs de ces segments de population soient en phase avec les images que peut véhiculer la France. Nous tâcherons de vérifier cette hypothèse plus loin.
- *Démographiquement parlant, la Grande-Bretagne reste maîtresse du jeu touristique en France ; à l'inverse, l'évolution allemande devrait peut-être,*

*au delà de 2010, nous inciter à la fois à diversifier nos clientèles, et à sélectionner les clientèles allemandes les plus intéressantes.*

- *Belges et Néerlandais nous paraissent devoir faire preuve d'une vitalité aussi démographique que touristique, excepté sur le segment des jeunes foyers en construction, sauf peut-être les foyers de célibataires.*
- Démographiquement parlant toujours, Espagnols et Italiens s'avèrent décevants : en forçant le trait, on craint que le flux de jeunes touristes en provenance de ces pays ne devienne ruisseau.

Ce ne sont là que conclusions provisoires, et même moins : simples contributions à notre prospective. Il est temps d'y ajouter une pierre, bien plus friable, à vrai dire, que les analyses démographiques : l'évolution économique et sociale.

## **2.2. L'évolution économique et sociale**

Pierre plus friable, disions-nous ? Que l'on en juge : il ne se passe guère de jour que la presse ne se fasse l'écho contradictoire, sous la plume de spécialistes très pointus, de la reprise qui s'annonce ou ne s'annonce pas, ou plus tard que prévu, d'un frémissement dans le pessimisme ou l'optimisme des chefs d'entreprise ou des consommateurs, d'une possible nouvelle flambée des prix du pétrole, de la baisse ou de l'augmentation du chômage, de la hausse ou de la baisse du dollar ou de l'euro, etc...

Que l'on nous comprenne bien : notre but n'est pas ici de jeter l'opprobre sur les travaux de spécialistes qui travaillent dans le court terme, sous l'œil parfois moqueur des opérateurs des marchés financiers qui semblent parfois prendre un malin plaisir à déjouer leurs prévisions. On serait bien incapable de faire leur difficile métier, mais au surplus, telle n'est pas non plus notre tâche, qui consiste à s'efforcer de voir plus loin.

Voir plus loin, c'est se débarrasser des scories de la conjoncture, ne s'intéresser qu'aux vagues de fond, et identifier les difficultés récurrentes, les événements qui pourraient encore produire leurs effets en 2010, en particulier sur les pratiques touristiques.

Parce que ces préoccupations sont communes à pratiquement tous les pays étudiés, nous devons nous intéresser prioritairement à :

- l'évolution des revenus, et donc du pouvoir d'achat de nos clientèles ;

- l'évolution de l'emploi ;
- l'évolution de la protection sociale, et plus particulièrement celle des retraites.

a) S'agissant de l'évolution des revenus, il nous faut faire la part de ce qui concerne directement le tourisme, d'un ensemble d'évolutions plus générales :

- il est important de souligner que le profil assez haut de gamme de notre clientèle nous met, toutes proportions gardées, mieux à l'abri des fluctuations de revenus que les pays qui accueillent une clientèle plus populaire : voir les revers de fortune de l'Espagne touristique en 2002 ; on pourrait exprimer les choses plus trivialement en faisant remarquer qu'en période de récession les pauvres deviennent plus pauvres, et les riches un peu moins riches, tandis qu'en période d'expansion les pauvres deviennent un peu moins pauvres et les riches beaucoup plus riches ;
- La mondialisation tire les salaires européens vers le bas ; c'était déjà le cas pour les salaires ouvriers et les employés, d'où les vagues de licenciement des années 70-80, et depuis 2000, cela le devient pour les cadres, en particulier dans le tertiaire, affecté par la crise financière et l'explosion de la bulle internet. Trois pays auraient ainsi, en matière de rémunérations, mangé leur pain blanc : la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne, cette dernière étant de surcroît gênée par le décollage un peu lent de la partie orientale de l'Allemagne : coût du travail, importance des charges sociales, niveau des rémunérations dans le tertiaire, protection sociale coûteuse, constituent les difficultés communes à ces trois pays. Le tout, de plus, dans un contexte de renforcement du chômage dont nous reparlerons.

Ces trois pays ont vécu récemment des vagues de licenciements importantes, et pas uniquement parmi les ouvriers, mais aussi, pour la première fois, dans le tertiaire supérieur (banque, assurance,..), en partie à cause du niveau de rémunération des cadres. La discipline collective qui prévalut dans ces pays pour freiner l'évolution salariale restera-t-elle la règle ?

En Allemagne, beaucoup, y compris à l'ouest, ne sont pas prêts à consentir de nouveaux sacrifices, tandis que dans la partie orientale on revendique des conditions de vie identiques à la partie occidentale. Pourtant, le chancelier a réussi à faire passer quelques médicaments d'autant plus durs à ingurgiter qu'elles sont aux antipodes des idéaux socio-démocrates : réforme de l'assurance maladie avec 23 milliards d'euros d'économie à réaliser d'ici

2006, pensions gelées en 2004, âge minimum de cessation d'activité reporté à 63 ans, simplification du droit de licenciement, limitation des allocations de chômage, suppression de l'impôt sur la fortune et les plus values, mais aussi baisse de l'impôt sur le revenu, etc.

Aux Pays-Bas, on est depuis quelques temps à la recherche d'un nouveau consensus façon "modèle Polder", qui permit à la Hollande de retrouver le plein emploi en 1982. En Belgique, c'est surtout la Wallonie et Bruxelles qui ont à souffrir de cette stabilisation des revenus, de perte dans certains cas, du pouvoir d'achat. Là aussi, des réductions d'impôts pour les salariés à bas revenus et sur les charges sociales des employeurs ont été décidées pour soutenir la croissance.

En Italie, on a choisi une politique nettement néo-libérale, sous l'influence de Forza Italia et de la Ligue du Nord : amnistie fiscale, baisse des impôts et de la dépense publique, et libéralisation du marché du travail, décentralisation de la gestion des services publics locaux.

La Grande-Bretagne fait ici, contre toute attente, un peu exception en décidant d'investir massivement dans la rénovation de ses services publics (transport, éducation, santé), assez dégradés, il faut bien le dire, ce qui devrait entraîner à plus ou moins long terme des hausses d'impôts. Il est vrai que ce pays bénéficie par ailleurs d'une croissance assez forte, a pu de ce fait rembourser sa dette publique, et connaît une croissance de la consommation plus forte que dans les autres pays européens. Mais la désindustrialisation, due en partie à une livre trop forte, continue, qu'il s'agisse des industries traditionnelles ou des hautes technologies.

L'Espagne connaît deux difficultés majeures : la montée du chômage, et celle de l'inflation, qui pourrait bien à plus ou moins long terme, et notamment dans les grandes villes dont le niveau de prix devient voisin, voire supérieur à celui d'autres grandes villes européennes, pénaliser le secteur touristique. Mieux qu'ailleurs pourtant, la consommation se maintient, et le gouvernement Aznar a réussi à contenir et à redresser les déficits publics.

Avec une croissance peu probablement très forte (4 % serait déjà bien), la plupart des pays étudiés mènent une politique de réduction des dépenses publiques et de baisse des impôts censée redonner du tonus à la consommation. Dans le même but, l'Europe, elle, se lance dans une politique de grands travaux, notamment dans les transports afin de soutenir la croissance.

A plus long terme, l'impact du vieillissement de la population provoquera une baisse du rapport entre le nombre d'actifs et le nombre d'inactifs. A évolution de productivité inchangée (PIB par actif), cette baisse se traduirait par une diminution du niveau de vie (PIB par tête).

b) L'évolution du chômage est bien évidemment à la fois tributaire de la croissance dont on vient de parler, de l'évolution démographique, de l'adaptation de l'offre à la demande de travail.

Le chômage s'élevait en août 2003 à 8 % de la population active en Europe, soit beaucoup moins que durant la récession des années 1990, où il avait atteint 11 % de la population active. C'est qu'entre 2000 et 2002, les *services* ont créés 4,5 millions d'emplois, alors qu'il en disparaissait 500.000 dans l'industrie. Si le choc du chômage a pu être modéré, c'est aussi que la productivité a baissé et que la durée du travail a diminué (de 0,52 % entre 2000 et 2002, contre 0,37 % entre 1996 et 2000)<sup>1</sup>, et le travail à temps partiel s'est développé en augmentant à la fois l'activité des jeunes, et la possibilité pour eux de mieux se former.

La plupart des gouvernements attendent aux alentours de 2005 le choc salutaire qui va faire partir à la retraite les enfants du baby-boom et libérer ainsi des emplois pour les jeunes générations, moins nombreuses, arrivant sur le marché du travail. Un moyen apparemment simple de résoudre à bon compte le problème du chômage<sup>2</sup>.

Cela suppose une adéquation parfaite entre les emplois et les qualifications des entrants et celle des sortants sur le marché du travail, adéquation dont les gouvernements se sont jusqu'ici peu préoccupés. Ceci nous amène tout naturellement au problème des retraites qui se pose dans tous les pays à des degrés divers. On peut être à peu près sûr que, quelles que soient les mesures adoptées, les modifications relatives au financement des retraites peuvent avoir une influence non négligeable sur les pratiques touristiques, et les cycles de vie touristique tels que décrits plus haut.

---

(1) Une nouvelle diminution de la durée du travail (avec diminution du salaire) fait d'ailleurs partie des mesures âprement discutées en Allemagne et dans d'autres pays.

(2) Il faut d'ailleurs noter que selon les spécialistes, le lien entre mise à la retraite de travailleurs et libération d'emplois pour les jeunes chômeurs n'est nullement avéré.

c) Le problème des retraites <sup>1</sup>

L'âge de départ à la retraite en Europe actuellement

	D	GB	B	NL	I	E
Age légal	65(H) 60(F)	65(H) 60(F)	65(H) 60(F)	65	62(H) 57(F)	65
Age effectif	59,9	62,4	NC	62	61,1	62,5

Source : Ministère de l'Emploi

En France, le débat sur les retraites tourne essentiellement autour de l'opposition régime par répartition/régime par capitalisation. Au niveau européen, les choses apparaissent un peu complexes, et nous obligent à préciser certaines notions tout en nous en tenant à l'essentiel afin de ne pas trop nous éloigner de notre objet principal : la prospective des pratiques touristiques des Européens.

Ce qui suit doit beaucoup au Comité d'Orientation des Retraites et à l'Observatoire des Retraites qui ont conduit des travaux de fond sur l'évolution de cette question en Europe. Force est de reconnaître qu'elle est d'une complexité effroyable par la multiplicité des régimes concernés et l'extraordinaire diversité des solutions adoptées...quand il y en a. Tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne en matière de réforme : l'Espagne par exemple a commencé à réformer son système de retraite dès 1996.

Aussi nous efforcerons-nous de faire ressortir les principaux éléments qui peuvent avoir une influence sur les pratiques touristiques : l'incidence sur le niveau de revenu, et l'âge de départ à la retraite. Au préalable, nous croyons cependant nécessaire de fournir au lecteur une information complémentaire de base sur le fonctionnement des régimes de retraite en Europe, afin de bien saisir les enjeux.

L'Observatoire des Retraites, pour clarifier le débat, distingue trois modèles de systèmes de retraite :

- *Le modèle bismarckien de type assurantiel* (Allemagne, Belgique, Luxembourg, Grèce, Italie, Espagne et France), assurent aux travailleurs une retraite couvrant l'essentiel des besoins à un niveau de vie proche de

---

(1) Par souci de simplification, au sein d'un système extrêmement complexe au niveau européen, nous ne traiterons ici que des retraites des salariés du secteur privé.

celui connu en activité, avec un certain plafond. La pension ainsi calculée est plus élevée que si elle correspondait à l'ensemble de la carrière, y compris les période peu payées. Mais ce modèle n'assure aucune couverture "universelle" à ceux qui n'ont pas été rémunérés.

- *Le modèle de Beveridge de type libéral*, adopté dans les îles britanniques et en Irlande, assure une pension minimale forfaitaire, et faible (environ 20 % du salaire moyen des ouvriers), à toute la population active, proportionnelle à la durée de cotisation. C'est parce que ce système procure un décalage important entre les revenus d'activité et la pension minimale que se sont développés en Europe du Nord les régimes par capitalisation (en Grande-Bretagne la part des pensions des régimes privés dans les pensions totales est de 20 %), restés rares dans les pays européens continentaux, où se développaient davantage les régimes complémentaires <sup>1</sup>.
- *le modèle social-démocrate*, (Danemark, Pays-Bas et Suède) associe une pension minimale forfaitaire pour tous financée par l'impôt (mais d'un montant assez élevé), une *obligation* de cotiser à un organisme privé par capitalisation, une *possibilité* d'épargner au delà du minimum obligatoire, mais qui occupe encore une place réduite dans le total des pensions (de l'ordre de 10 %). En revanche, en 2001, la part des fonds de pension néerlandais dans le PIB dépassait 100 %, devant même la Grande-Bretagne et les Etats-Unis..

La plupart des réformes engagées convergent vers quatre options : le relèvement des âges de départ à la retraite, l'incitation à travailler au-delà de l'âge habituel de la retraite, la création de Fonds de réserve, l'introduction de complément de retraite par capitalisation.

Nous avons tenté de résumer dans le tableau ci-après les principales modifications attendues dans les régimes de retraites des différents pays étudiés <sup>2</sup>. Le lecteur voudra bien nous pardonner si certaines erreurs s'y sont glissées, ces réformes, éventuellement modifiées, étant loin d'être toutes arrivées à leur terme.

---

(1) *en France ils représentent 40 % en moyenne de la pension des salariés du secteur privé.*

(2) *Nous nous sommes tenus à l'essentiel, en laissant de côté des dispositifs pourtant importants, comme les majorations de pension pour les femmes qui ont eu des enfants, etc. Notons cependant que peu de pays ont, à l'occasion de la réforme des retraites, introduit des dispositions natalistes (validation des périodes d'éducation des enfants).*

<b>Allemagne</b>	L'âge normal de la retraite pour les femmes passe de 60 à 65 ans en 2005. Projet de création de fonds conventionnels de retraite, pour financer les départs en retraite anticipée et pour compléter la retraite des cotisants. Le départ anticipé à la retraite des femmes ayant 35 ans de cotisation est porté de 62 à 63 ans. Le nombre d'années sur la base desquelles la pension est calculée va être diminué. Diminution des pensions de reversion. Incitation fiscale aux familles à investir jusqu'à 4 % de leur revenu dans des retraites par capitalisation (mais le système fonctionne mal et devrait être réformé prochainement).
<b>Gde-Bretagne</b>	Alignement de l'âge de départ à la retraite à 65 ans pour les hommes comme pour les femmes à l'horizon 2020. Les fonds de pension sont en voie d'être supplantés par l'épargne salariale. <sup>1</sup> Ceux-ci semblent vouloir réagir en investissant davantage dans les obligations et les actions non cotées.
<b>Belgique</b>	La retraite possible à 60 ans, à condition d'avoir, jusqu'ici, cotisé pendant 20 ans, en nécessitera 35 en 2005. L'âge de départ à la retraite des femmes (60 ans) sera progressivement aligné sur celui des hommes (65 ans). Incitation à prendre sa retraite le plus tard possible sous forme de majoration de la retraite au delà de 60 ans. Un fonds de réserve a été créé en 2001
<b>Pays-Bas</b>	Régime actuel dit des "trois piliers" : pension de base + fonds de pension sectoriels et de branche + assurance personnelle ; la crise des fonds de pension par capitalisation a ébranlé le système, bien que la retraite de base soit confortable ; hausse possible des cotisations aux fonds de pension <sup>2</sup> . L'assurance personnelle pourrait se développer. Suppression des incitations à la retraite anticipée.
<b>Italie</b>	Alignement de l'âge de départ à la retraite pour les femmes comme pour les hommes à 65 ans à l'horizon 2035. Pour le calcul de la retraite, on supprime la référence à un âge de la retraite : plus l'assuré part tard, plus sa retraite est élevée. Législation en 1995 permettant la création de régimes par capitalisation (pour l'instant peu incitatif, et hostilité du patronat)
<b>Espagne</b>	Incitation au départ le plus tard possible, l'Etat prenant à sa charge la moitié de la cotisation patronale afférente aux salariés de plus de 60 ans. Un fonds de réserve a été institué en 2000. Les années prises en compte pour le calcul de la pension passent progressivement des 8 aux 15 dernières années.

Que conclure de ces différentes évolutions et de leur effets sur les pratiques touristiques ?

- *Le système bismarckien résiste plutôt bien ; la pérennisation de ce système se jouera sur le degré de capitalisation, plus ou moins forcée, qu'on voudra*

*(1) La Grande-Bretagne vit une grave crise des retraites, en partie due à l'effondrement des fonds de pension, mais pas uniquement : de 16 à 20 % des Britanniques ne sont couverts par aucun complément de retraite ; le maximum de la retraite de base pour 40 ans de cotisation atteint 119 € par semaine ; une personne de plus de 65 ans sur cinq vit en-dessous du seuil de pauvreté (source AGIRC-ARRCO).*

*(2) Le fonds de pension ABP (salariés du secteur public et de l'éducation) a augmenté ses taux de cotisation de 13 à 15 %, et envisage d'aller jusqu'à 18 %.*

bien y introduire, avec une éventuelle incitation fiscale ; Qu'il s'agisse d'épargne salariale, ou par capitalisation, ou par l'imposition, en plus de la prolongation de la durée de vie au travail, *une ponction sur les revenus des actifs paraît difficilement évitable*, et en priorité sur les deux classes d'âge du cycle de vie défini par le Bipe : les jeunes entrants sur le marché du travail, et les foyers en phase de "nidification". Compte tenu du faible impact qu'aurait un prélèvement sur eux et de la durée de mise en place des réformes et d'accession à leur plein régime, les foyers en phase de maturité passeraient probablement au travers des mailles du filet. *Il se confirmerait donc que cette clientèle en phase de maturité serait un segment stratégique de première importance, d'ici 2010-2015.*

- *Le modèle libéral, secoué par la crise des marchés financiers, devra évoluer*, et se montrer moins risqué pour les assujettis. Il n'est pas impossible que ses déboires aient eu un impact sur ses plus gros contributeurs, les catégories aisées, lesquelles ont pu renoncer à voyager en France, mais cela n'est qu'une hypothèse.
- De la même manière, n'oublions pas que le gros de notre clientèle est constitué justement, quel que soit le pays, de catégories socio-professionnelles supérieures (cadres, professions libérales) qui ont des carrières relativement courtes du fait de la longue durée des études. L'effort financier qui pourrait leur être demandé pour simplement conserver le même pouvoir d'achat pourrait être lourd, sauf bien sûr s'ils ont constitué une solide épargne par ailleurs (c'est le cas des Néerlandais, par exemple) <sup>1</sup>.
- *L'ensemble des mesures préconisées par les différents Etats vont s'étendre dans le temps* : donc pas de choc brutal, pas de brusque baisse des revenus des cotisants et des retraités, donc a priori un effet plutôt lent à se manifester sur la consommation touristique à l'horizon 2010, sauf peut-être pour ceux qui devront prolonger leur activité au-delà de 60 ans.
- *On assiste à un virage à 180° par rapport au discours sur l'abaissement de l'âge de la retraite* : il faut faire notre deuil du fringant ex-salarié en retraite anticipée à 55 ans qui entame une nouvelle vie en voyageant tous les deux mois. Il se pourrait qu'il travaille bientôt jusqu'à 65 ans, voire davantage, avec le seul espoir de tout juste conserver le niveau de retraite qu'il aurait eu auparavant. On pourrait même s'attendre dans certains pays (Italie, par

---

(1) On notera qu'en France le niveau de vie moyen des retraités est globalement similaire à celui des actifs, 20 % de leurs revenus provenant de l'épargne.

ex) à une diminution du volume des clientèles de retraités, surtout au delà de 2010.

- Compte tenu de tout ce qui vient d'être dit, et sauf reprise économique forte entraînant des hausses de salaires également fortes, on voit mal que les taux de départ en vacances ou le nombre de séjours croissent au même rythme que durant la dernière décennie, sauf pour ceux qui sont déjà des retraités actifs, dont la pension est de toute façon liquidée.

### **2.3. *Le travail, la famille, les loisirs : un système de valeurs en question***

C'est un point de passage obligé de notre prospective : qui pourrait imaginer en effet que la façon dont se passe notre vie au travail n'a pas une influence sur nos pratiques touristiques ? les vacances peuvent être un moment de fuite face au travail, ou au contraire un moyen de se régénérer, un élément d'équilibre face à la vie professionnelle, etc.

De la même manière, on sait que la vie de famille a été sensiblement bouleversée ces dernières années, par les divorces, les recompositions, la montée du célibat, une autonomie plus grande des jeunes qui voyagent plus souvent seuls.

Plus généralement, c'est la vie de temps libre par rapport au temps professionnel qui se déroule différemment d'autrefois, et différemment suivant les pays.

Ce sont toutes ces différences que nous voulons, autant que faire se peut, mettre en lumière à présent, pour autant qu'elles puissent avoir un impact sur les pratiques touristiques, et comment ne serait-ce pas le cas ? L'état des lieux auquel nous avons procédé au début de ce rapport montre des différences notables de pratiques touristiques qui ne s'expliquent pas uniquement, nous l'avons vu, par des différences de richesses relatives très significatives. Il faut bien que les différences soient ailleurs ; et où, si ce n'est dans les modes de vie, voire les différentes façons de penser sa vie ?

Mais comment sur ces questions ne pas caricaturer à l'extrême, simplifier à outrance ? Il existe, dans chaque pays, mille et une manières de vivre son travail, sa vie personnelle, ses loisirs, sa famille. Certes. Cela empêche-t-il que se constitue dans chaque pays une sorte d'idéologie dominante, plus ou moins fluctuante dans le temps ? C'est cette idéologie dominante, et ses éventuels changements, que nous avons essayé de capter sur la base d'études existantes,

mais aussi au travers d'interviews avec des spécialistes du pays en question, des Français, aussi, vivant sur place depuis longtemps, et qui se plaisent souvent à le lire avec l'intérêt et les yeux de l'ethnologue. Le seul garde-fou – il est bien léger, il est vrai - que nous nous sommes imposés est de ne conserver, et de ne reprendre dans ce rapport, que les faits émanant d'au moins deux sources différentes.

Sauf spécificité forte d'un pays par rapport aux autres, notre projet est ici de procéder à une analyse comparative des situations, plutôt qu'à une analyse pays par pays qui risque d'ôter de la cohérence à la réflexion générale.

Nous avons choisi pour traiter ce thème deux approches :

- une approche plus quantitative, fondée sur l'emploi et la durée du travail ; elle vise d'abord à resituer la place de la vie professionnelle par rapport au temps libre.
- une approche plus qualitative, fondée sur la façon dont le travail est perçu par les Européens par rapport aux loisirs, au travers de différentes données collectées, et des interviews réalisées.

❖ *Travail, famille, loisirs en chiffres*

Depuis plusieurs années, le débat social en France s'est largement focalisé sur la durée du travail et sa réduction, ses avantages et ses inconvénients, ses conséquences sur les performances économiques de la France ; les pouvoirs publics ont même estimé nécessaire, ces derniers temps, de promouvoir la valeur "travail", jugeant que le loisir, le temps libre étaient en train de prendre une place trop grande dans les préoccupations de nos concitoyens. Cette opération n'est pas forcément illégitime, mais peut-être faudrait-il cependant décliner cette campagne de revalorisation du travail en fonction des individus auxquels elle s'adresse : on conçoit en effet que le message ne soit pas perçu de la même manière par le cadre débordé de travail, et le chômeur – et ils sont tout de même plusieurs millions – qui dispose de beaucoup de "loisirs", mais à son corps défendant.

Rien de tout cela en Europe. La réduction du temps de travail a concerné un actif sur cinq en Europe et constitue une *révolution silencieuse*, que pratiquement personne ne remet véritablement en cause : il y a belle lurette qu'elle est entrée dans les mœurs des sociétés concernées, et la France ne fait nullement figure de précurseur dans ce domaine ; c'est bien davantage l'ampleur et la rapidité avec laquelle la RTT a été mise en place en France qui

ont causé tant de bruit. Ainsi, en Europe, la durée annuelle du travail oscille-t-elle entre 1.500 et 1.700 heures, un écart somme toute relativement réduit.

Elle a pris en outre des formes complètement différentes selon les pays, notamment aux Pays-Bas où l'essor du travail à temps partiel a longtemps permis de contenir, puis de résorber le chômage (aujourd'hui, ce modèle s'est, à l'évidence, grippé), mais elle reste d'actualité, comme en Allemagne<sup>1</sup> où l'on débat d'une nouvelle réduction du temps de travail (mais avec diminution concomitante des salaires), pour réduire le chômage et restaurer la compétitivité des entreprises. Seul pays non véritablement concerné par la RTT : l'Espagne où, il est vrai, la journée de travail adopte un rythme très particulier.

Si cette révolution du temps de travail s'est opérée de manière silencieuse, c'est aussi que la place du travail dans la société, surtout dans les pays d'Europe du Nord, n'est pas du tout la même qu'en France. Ce point sera plus largement développé dans la partie plus qualitative de ce chapitre.

Pour l'heure, nous avons souhaité, avec l'aide du BIPE, resituer objectivement la place du travail et de l'emploi dans chacun des pays étudiés, en les rapprochant des données sur le temps libre et le temps consacré au tourisme.

	D	GB	B	NL	I	E
<b>Taux d'emploi en 1999 (emploi/population totale)</b>	52,7%	58,0%	47,4%	60,2%	42,4%	41,6%
15-24 ans	46,2%	54,9%	25,4%	62,7%	25,5%	29,2%
25-49 ans	79,1%	80,3%	79,2%	82,5%	68,6%	67,1%
50-64 ans	48,2%	60,0%	38,5%	50,1%	37,9%	43,1%
65 ans et +	2,6%	5,2%	2,0%	2,6%	3,3%	1,7%
Part de l'emploi à tps partiel	18,6%	24,8%	19,8%	39,4%	7,9%	8,3%
Tps de travail hebdomadaire	37,2h	37,8h	35,1h	32,2h	39,1h	40,2h
Nbre de jours de congés <sup>2</sup>	43	33,5	31	32,4	31	37
Nbre de séjours d'agrément /habitant <sup>3</sup>	1,52	1,17	1,05	1,64	0,83	0,78

Source : estimation BIPE d'après Eurostat

(1) C'est dans ce pays que la réduction du temps de travail a, dès 1993, revêtu un caractère exceptionnel chez Volkswagen où la durée du travail, sur la base d'une durée moyenne de 28h45, peut monter jusqu'à 38h45, sans majoration de salaire. Dès 1994, l'Allemagne avait déjà supprimé toute référence à une durée légale hebdomadaire du travail.

(2) Congés légaux + jours fériés.

(3) Séjours de deux nuits et plus.

Nous tirons de ce tableau quelques conclusions qui nous paraissent devoir être prises en compte pour l'avenir :

- L'analyse en terme de temps de travail par individu, si elle intéresse a priori davantage les macro-économistes et les chefs d'entreprises qui ont à évaluer l'évolution de la production et de la productivité sur le long terme présente aussi quelque intérêt pour approcher la consommation touristique et de loisirs : une certaine corrélation semblerait exister entre la durée du travail et la consommation touristique. Elle n'était pas évidente à en juger par le cas de la France.
- Nos chiffres sont des moyennes qui masquent la réalité : les accords de branches, d'entreprises, l'extraordinaire flexibilité du travail qui s'installe partout dans l'entreprise, et qu'illustre bien le cas de Volkswagen en Allemagne, conduisent à considérer les chiffres globaux avec une certaine réserve. C'est probablement beaucoup cette flexibilité qui est à l'origine de l'essor des courts séjours, et peu la réduction du temps de travail en elle-même.
- Ce n'est pas l'évolution du travail de l'individu qu'il faut regarder dans l'analyse des loisirs, mais celle de la cellule familiale : tout se passe en fait comme si l'activité professionnelle de la femme était plus réduite pour lui permettre de mener de front vie domestique et vie professionnelle, et permettre à son compagnon masculin de travailler plus pour rapporter davantage d'argent dans le ménage, mais aussi de jouir plus pleinement de ses loisirs !

La constatation vaut quasiment pour tous les pays d'Europe : sur dix emplois à temps partiel, 8 sont occupés par des femmes (seule exception bien connue : les Pays-Bas, où la part des hommes dans l'emploi à temps partiel atteint près de 18 %). Pas étonnant, dans ces conditions, de retrouver dans tous les pays d'Europe cette exigence fondamentale qui marque, partout, les vacances : se retrouver en famille, en couple, faute de pouvoir y consacrer habituellement suffisamment de temps, comme nous l'avions déjà relevé dans "Réinventer les vacances". On verra pourtant que ce thème de la famille revêt une importance différente suivant les pays.

L'auscultation du temps libre des Européens réalisée par Chronopost/Louis Harris est intéressante à plus d'un titre : elle permet de repérer non seulement les valeurs des Européens (préférence pour le temps ou pour l'argent), leurs manques, mais aussi les activités préférées des individus – ou du moins ce qu'ils déclarent comme telles – et il n'est pas inimaginable, quoique non

démontré, que ce sont ces mêmes activités qu'ils privilégieraient aussi peut-être en vacances. Par ailleurs, les Européens déclarent presque tous manquer de temps : sachant que – les experts sont sur ce point d'accord - la réduction du temps de travail n'incite pas à investir dans de nouvelles activités, mais plutôt à accroître les pratiques déjà privilégiées, l'enquête en question présente une valeur prospective intéressante pour appréhender les pratiques touristiques du futur.

"Vous, personnellement.."	D	GB	B	NL	I	E
..vous manquez de temps*	35%	42%	28%	46%	39%	36%
..vous manquez d'argent*	45%	39%	43%	29%	38%	18%
..vous ne manquez d'aucun des deux*	6%	6%	11%	17%	9%	21%
..vous manquez des deux*	13%	12%	17%	7%	13%	5%
..vous organisez votre temps de travail en fonction du reste (famille, loisirs..)**	51%	18%	27%	42%	30%	26%
..vous organisez le reste en fonction du temps de travail**	46%	79%	67%	48%	65%	67%

Source : Chronopost/Louis Harris éd. 2000 et 2002.

\* enquête 2000

\*\* enquête 2001

La même enquête révèle que plus le niveau de revenu s'élève, plus la part des personnes pressées augmente. Les revenus supérieurs sont 44 % à déclarer prendre leur temps et 53 % à s'estimer pressés ; les revenus modestes sont 61 % à prendre leur temps pour 36 % de pressés seulement.

Le manque de temps et le manque d'argent sont une caractéristique dominante de nos six clientèles, sauf peut-être pour les Belges, en ce qui concerne le temps. Mais *les Allemands sont les seuls, semble-t-il, à faire passer la vie personnelle avant la vie professionnelle* ; l'importance du travail n'est que faiblement dominante chez les Néerlandais, ce qui corrobore assez bien les propos que nous avons recueillis auprès de nos spécialistes.

Occupation du temps libre	D	GB	B	NL	I	E
S'occuper des enfants	17	19	20	34	11	12
Passer du temps avec le conjoint	18	13	14	20	7	9
Pratiquer un sport	14	12	11	10	15	7
Voir des amis	10	13	8	7	11	12
Se reposer	10	9	5	5	5	16
Se cultiver	5	3	8	4	13	9
Travailler	3	10	7	4	9	7
S'occuper de soi	13	5	3	4	6	5
Se divertir	3	3	8	3	9	19
Faire des courses	2	7	6	3	6	3

Source : Chronopost/Louis Harris 2000

La vie de famille constitue la préoccupation majoritaire des Européens du Nord, contrairement, et de façon un peu paradoxale, aux Européens du Sud, qui préfèrent la vie sociale et le divertissement.

Sur un champ un peu différent (puisqu'il inclut la France et le Portugal), l'enquête Chronopost/Louis Harris apporte un complément d'information intéressant sur ce que feraient les Européens s'ils bénéficiaient d'une nouvelle réduction du temps de travail.

Occupation du temps libre	Avec RTT effective	Si RTT supplémentaire
S'occuper des enfants, de vos proches	50	36
S'occuper de soi	25	24
Se reposer	20	15
Se cultiver	17	23
Pratiquer un sport	16	17
Voir des amis	16	27
Faire des courses	15	10
Travailler	9	6
Ne rien faire	9	6
<b>Partir en voyage</b>	<b>4</b>	<b>15</b>

Source enquête Chronopost/Louis Harris 2002

Clairement – et à supposer évidemment que les interviewés répondent avec franchise – la vie familiale aurait moins d'importance, au profit surtout des

relations amicales, et des voyages qui quadruplent presque leur score par rapport à la situation actuelle.

Parce qu'elle contredit sur certains points les travaux de Chronopost/Louis Harris, nous nous devons de produire ici les résultats de l'enquête réalisée par ARVAL<sup>1</sup> en 1999, qui trace cependant les contours du tiercé gagnant pour les Européens dans la durée.

#### Les domaines de la vie jugés très importants

	D		GB		B		NL		I		E	
	1990	1999	1990	1999	1990	1999	1990	1999	1990	1999	1990	1999
Famille	70	80	89	88	82	87	80	79	87	90	83	86
Travail	34	44	47	38	55	64	50	47	62	61	64	63
Amis	36	48	48	58	47	47	59	59	39	35	44	39
Loisirs	39	32	43	51	40	39	50	53	34	29	38	31

Source : ARVAL

Comme le montrait l'enquête Chronopost/Louis Harris, l'enquête ARVAL confirme partout la primauté de la famille, également le fait que le travail compte moins que le reste pour les Allemands. En revanche, la famille dans le sud de l'Europe semble ici moins mal en point que ne le laissait présager l'enquête Chronopost/Louis Harris. Partout, pourtant, les amis et les loisirs (n'est-ce pas d'ailleurs la même chose ?) occupent une place de choix, notamment chez les Britanniques et les Néerlandais.

Que conclure de cette avalanche de chiffres, de statistiques, de tendances, parfois contradictoires, souvent difficiles à interpréter ? Trois points nous paraissent importants :

- *La famille reste une valeur sûre*, en dépit de tout ce que l'on dit de son éclatement, de la multiplication des divorces, etc. Même décomposée, puis recomposée, elle reste le point d'ancrage essentiel de l'individu dans la société, et probablement avec les amis, son élément moteur. Familles et amis aident à surmonter les vicissitudes de la vie, et l'enrichissent.
- *Le travail reste une valeur forte* (comment du reste s'en passer, tant du point de vue moral que social et financier) *mais sa cote décline*, elle est

---

(1) Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs, associée pour cette enquête à Gallup international.

supplannée par d'autres éléments (la famille et les amis) d'appartenance à une communauté *dans certains pays du Nord de l'Europe*, qui considèrent peut-être aujourd'hui qu'il ne faut pas lui accorder plus d'importance qu'il n'en a. Deux explications possibles à ce phénomène : le vieillissement de la population, l'impression possible que le travail n'est peut-être plus aussi mobilisateur, gratifiant qu'autrefois.

- *Le manque de temps et d'argent sont plus que jamais d'actualité*, ils sont probablement le principal frein au développement touristique, si l'on juge improbable une progression notable des revenus dans les prochaines années, et une nouvelle réduction du temps de travail (qui ne paraît pas aller dans le sens de l'histoire, surtout si elle se traduit par une nouvelle perte de revenus).

Fidèle à notre méthode, nous avons confronté ces données aux points de vue des experts : c'est qu'après l'instantanéité des sondages, nous avons voulu donner sa place à l'expression de la durée, des tendances longues que savent mieux que quiconque prendre en compte les connaisseurs, les natifs du pays, ou les Français qui y habitent depuis longtemps.

❖ *Travail, famille, loisirs : ce sont eux qui le disent*

En analysant les pratiques touristiques des Européens, nous avons fait ressortir, dans la première partie de ce rapport, les différences entre trois grandes catégories de clientèles, qui faisaient éclater la traditionnelle distinction entre Européens du Nord et Européens du Sud :

- Britanniques et Allemands, d'une part ;
- Belges et Néerlandais, d'autre part ;
- Italiens et Espagnols, enfin.

En écoutant les experts, analystes des pays en question, et autochtones, sur le comportement de ces populations vis-à-vis du travail, des loisirs et de la famille, ce sont de nouveaux clivages qui apparaissent, dont il n'est pas aisé de rendre compte : tantôt parce que nos découvertes contribuent à rétablir l'opposition Nord/Sud, tantôt parce que, suivant les thèmes, tel ou tel pays semble vouloir "faire bande à part", ou bouscule les idées reçues, sans que les raisons en apparaissent clairement. Nous avons en revanche constaté des convergences fortes entre certains pays, qui placent d'ailleurs souvent la France dans une position un peu marginale par rapport à ses homologues des autres pays européens.

Nous allons essayer de résumer, en trois modèles, les principales caractéristiques dominantes relatives à la gestion du temps professionnel par rapport au temps privé, au rapport à la famille et au loisir, telle qu'elles sont ressorties de nos entretiens.

- Pour la *Belgique, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne*, le travail, si l'on ne méconnaît pas son importance, n'apparaît pas comme un mode de réalisation de soi, sans pour autant être nécessairement une corvée. Il est indispensable, et on est prêt à travailler dur si nécessaire, mais "la vraie vie" si l'on peut dire est ailleurs. Si la famille reste une valeur importante, il faut pouvoir s'y ménager un espace d'autonomie, et les loisirs, les amis, les pratiques associatives remplissent assez bien cet espace. Les liens intergénérationnels sont beaucoup moins serrés qu'ailleurs. Cela veut dire aussi que le fait, dans la famille ou dans le couple, de partir séparément en vacances n'est nullement inhabituel, choquant ou incongru.

Dans cet ensemble, la Grande-Bretagne occupe une place un peu à part : on y travaille peut-être plus qu'en Belgique ou aux Pays-Bas ; la distanciation par rapport à la valeur "travail" y est, paradoxalement, encore plus forte que dans les deux autres pays, et les Britanniques restent extrêmement attachés à leurs loisirs.

- *L'Allemagne* est proche de ce premier modèle, mais l'investissement dans la valeur "travail" y revêt une forme différente : il y a, avant tout, une aspiration intense à *l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle* ; le travail et le loisir sont jugés complémentaires, ils participent tous deux à l'équilibre et à l'épanouissement de l'individu : c'est en fait, oserait-on dire, la clé du bonheur. C'est cette même recherche de l'équilibre, de l'épanouissement personnel qui guide l'éducation, très libérale, des jeunes enfants <sup>1</sup>.

Ces deux premiers modèles, très proches les uns des autres, sont aujourd'hui malmenés par la crise, qui obligera peut-être à les repenser, sauf probablement en Grande-Bretagne. Une bonne croissance et une baisse du chômage évitent d'avoir à trouver un modèle de développement véritablement nouveau ; et on pourrait presque dire que les Britanniques se

---

(1) *Ainsi n'est-ce pas du fait de la pénurie de systèmes de garde d'enfants, comme on le croit souvent, que les femmes s'arrête de travailler à la naissance de leur premier enfant, mais parce qu'il est considéré comme choquant, et néfaste pour l'enfant, que les parents ne s'occupent eux-mêmes de leurs enfants jusqu'à l'âge de 3 ou 4 ans.*

sont habitués à l'inconfort et à une certaine précarité, plus difficiles à supporter que sur le continent, où l'Etat-providence, en dépit des coups de canif qu'il essuie, offre une sécurité bien plus grande qu'outre-Manche.

- *L'Italie et l'Espagne* constituent le troisième modèle de comportement face au travail, aux loisirs et à la famille. Il est évidemment tentant d'en faire l'apanage de l'Europe du Sud par rapport aux deux modèles que nous venons de voir ; et il est vrai que sur le plan des valeurs, Espagnols et Italiens ont bien des points communs, si on garde à l'esprit les différences régionales qui marquent chacun des deux pays.

Chacun des deux pays assène une immense gifle aux clichés traditionnellement attachés aux pays Méditerranéens, et encore largement véhiculés en Europe du Nord : ni Peppone passant son temps à palabrer, ni Hidalgo plus préoccupé de séduire que de gagner sa vie, les Italiens et les Espagnols ne correspondent guère à l'image de doux laisser-aller, qu'un soleil omniprésent et trop chaud ne ferait qu'encourager. Le travail y tient une place globalement plus importante (et l'argent nettement moindre) que dans le reste de l'Europe. Il y revêt néanmoins d'autres formes, particulières pour chaque pays : pour l'Italie, c'est la prégnance de la multi-activité et du travail clandestin (27 % du PIB, plus de trois millions de personnes occupées) ; pour l'Espagne, c'est une journée de travail découpée en tranches, séparée par l'interminable pause de midi. Ce sont aussi les jeunes "travailleurs atypiques" (près de 4 millions) : ni salariés, ni travailleurs indépendants, sans protection sociale (mais avec tout de même la retraite), mais assujettis à la TVA, ils sont le prototype de ces nouveaux employés précaires, mais débrouillards et réactifs, qu'on voit fleurir dans le tertiaire (transport, édition, banque, ...).

Les Espagnols ont tendance à vivre dans l'instant, et considèrent le travail d'abord comme un moyen de gagner de quoi vivre. Une enquête du CIS <sup>1</sup> de 1994 – tout de même un peu ancienne aujourd'hui, il est vrai, les avis ont pu évoluer depuis – montre que ce que demandent les Espagnols à un emploi, c'est une bonne rémunération (67 %), l'intérêt de ce travail vient bien après (49 %), et la réussite plus loin encore (31 %) !

L'Italie et l'Espagne, c'est aussi l'image sacrée de la famille ; là aussi, le cliché fait long feu, mais ne correspond plus exactement à la réalité ; dans les deux pays, on commence à trouver que la famille devient étouffante, l'individualisme

---

(1) Citée par Jordi Bonells, *"L'Espagne des Espagnols"*, Edition du Seuil.

monte, le désir d'autonomie aussi, et avec eux l'envie grandissante pour les jeunes générations de s'affranchir de ces liens, que seule une crise du logement récurrente permet artificiellement de maintenir.

Si les loisirs semblent tenir moins de place dans la vie des Italiens et des Espagnols que dans l'Europe du Nord, c'est aussi qu'ils empruntent des vecteurs différents : la télévision y tient une grande place, bien sûr, davantage même qu'en Europe du Nord, mais aussi, et même surtout, la fête, la vie sociale, même informelle ("l'être-bien-ensemble-avec-ses-voisins-ses-amis") sans que cela se traduise nécessairement par une activité quelconque.

Si des différences existent, plus ou moins fortes, assorties de nuances, entre les pays, nous avons en revanche identifié deux points communs dans tous les pays :

- ***Une incontestable montée du stress au travail ces dernières années*** (à l'exception peut-être de la Grande-Bretagne, encore que les avis soient partagés sur ce point, comme souvent lorsqu'il est question de ce pays..), qui pourrait justifier une nouvelle augmentation de la demande de courts séjours, spontanés, improvisés, en réaction brutale à des phénomènes de surmenage, bien connus dans les sociétés avancées. En effet, si les individus s'efforcent de préserver une vie privée, ils ne sont pas maîtres de leur temps, et moins encore du fait de devoir faire plus vite, à cause de la réduction du temps de travail, ce qu'ils faisaient précédemment à un rythme moins élevé. Le manque de temps, dont nous avons longuement parlé, ne concerne ainsi pas uniquement le temps libre, mais tous les temps de la vie. Le séjour de loisirs, même court, permet de faire une pause, de remettre la pendule biologique et psychologique à l'heure.
- ***Un rejet absolu du travail comme but de vie en soi*** : alors qu'en France ils seraient plutôt considérés avec une certaine admiration, nous avons constaté que, quel que soit le pays, ce que les Anglo-saxons appellent les *workalcoholics* (ou plus simplement ce que nous appelons en français les drogués du travail) sont unanimement non seulement :
  - *condamnés, comme faisant preuve d'inefficacité* : le drogué du travail, c'est celui qui ne sait pas travailler, ne sait pas déléguer, et qui en définitive ne sait pas gérer son temps.
  - *mais aussi perçus comme psychologiquement déréglés, manifestant une étroitesse d'esprit qui attire la commisération, suggère un manque d'attention pour son entourage* ; dans certains pays (ce serait le cas au

Pays-Bas), on nous a même affirmé que les intéressés sont si mal considérés qu'ils se cachent !

Que conclure de ces différentes observations sur les valeurs des Européens en liaison avec les pratiques touristiques ?

- qu'à défaut d'une civilisation des loisirs, est bien né, et plus particulièrement dans l'Europe du Nord, une *société du temps libre*, du temps pour soi et pour ses proches, qui ne remet pas en cause la valeur "travail", mais la relativise, en souligne l'aspect matériel. Encore faut-il se souvenir que nous avons jusqu'à présent raisonné sur les réactions de "citoyens moyens", si l'on ose dire, (et comment faire autrement lorsqu'on ne dispose pas d'informations plus fines ?) qui ne correspondent pas exactement au profil des clientèles de la France, plutôt cadres ou cadres supérieurs. L'investissement dans l'entreprise y est par force souvent plus aigu, et l'aspiration à plus de temps libre plus forte, mais moins accessible. Pour les Européens du Nord, quitter l'habit du cadre pour partir en vacances, c'est *rétablir un équilibre entre deux vies*, dont l'une, la vie professionnelle, a fâcheusement tendance à déborder sur l'autre, la vie personnelle ; partir en vacances, c'est délaisser une vie matérielle, productiviste, pour se retrouver soi-même.
  
- *Rien de tel pour les Italiens et les Espagnols, et pas, en tout cas, de recherche manifeste de cet équilibre* dont on vient de parler. L'investissement y est peut-être – nous disons bien "peut-être" – psychologiquement moins élevé dans le travail, mais surtout plus matérialiste, plus directement lié au souci de gagner sa vie au mieux, le paraître étant, nous l'avons dit, un critère de différenciation important tant en Italie qu'en Espagne, sans même parler du chômage et de la précarité qui sévissent dans ces deux pays. Les loisirs y sont sans doute davantage tournés vers l'environnement proche que dans les pays d'Europe du Nord<sup>1</sup> ; tandis que, sans parler des Britanniques, quasiment programmés depuis des siècles pour voyager, les loisirs chez les Européens du Nord nous paraissent davantage tournés vers l'extérieur, davantage mus par le désir de se dépayer, désir attisé par les voyages précédents.

---

(1) Tant pour l'Espagne que pour l'Italie, les avis de nos experts convergent pour reconnaître que les habitants de ces deux pays s'intéressent modérément à ce qui se passe au delà de leurs frontières...

Si ces remarques correspondent à la réalité, on ne peut alors s'attendre qu'à un lent développement des séjours à l'étranger de la part des Italiens et des Espagnols, jusqu'à ce qu'ils aient dépassé cette phase matérialiste, et aspirent plus franchement au dépaysement et à la découverte de l'étranger.

- *La montée du stress au travail*, constatée partout, nous paraît porteuse : elle nous semble de nature à grossir encore la vague du court séjour, qui s'est déjà beaucoup développée, mais en en changeant la forme : moins préparé, plus opportuniste, plus spontané (on décide de partir du jour au lendemain, lorsque c'est possible), il se décide sur un coup de cœur, un coup de "ras-le-bol"<sup>1</sup> aussi face à une vie quotidienne parfois épuisante ; il se décide aussi parfois seul, tant la concordance des congés est difficile à assurer au sein du couple ; il pourrait être aussi très court, les deux jours du week-end, car le week-end reste, en Europe du nord du moins, "sacré", en principe libre de toute contrainte professionnelle (on sait tout de même que beaucoup de cadres rapportent du travail à la maison) ; ce ne peut donc être qu'un séjour de proximité ; et la France est alors bien placée pour satisfaire cette demande, à condition de savoir utiliser les bons arguments pour convaincre...

(1) C'est le "séjour SAMU" dont nous avons développé le concept dans "Réinventer les vacances".